

L'histoire de la Résistance est aussi québécoise

Le combat de Jean-Charles Harvey oublié par la France

Yves Lavertu

Journaliste et historien (Montréal)

Combien de Français savent que des informations détaillées sur le traitement inhumain subi par les prisonniers juifs du camp de Drancy étaient connues dès 1942 en Amérique du Nord? Cette information a en effet été portée à la connaissance du public par l'hebdomadaire montréalais *Le Jour*, dirigé par Jean-Charles Harvey. Paradoxalement, ce brillant journaliste reste inconnu en France. Il y a longtemps qu'une plaque aurait dû être apposée quelque part en sa mémoire à Paris. Pourtant, il n'en est rien. Pourquoi une pareille absence de reconnaissance? La raison est malheureusement fort simple: Jean-Charles Harvey est né sur les bords du fleuve Saint-Laurent plutôt que sur ceux de la Seine ou de la Loire.

Dès l'été de 1940, bien avant la naissance de la revue *La France libre* de Londres, dirigée par Raymond Aron, ce Canadien français, fondateur et directeur d'un hebdomadaire antifasciste à Montréal, se rallie au combat du général de Gaulle. Rapidement, il choisit de transformer son journal en un organe officieux de la parole gaulliste en Amérique du Nord. Dès lors, plusieurs réfugiés français de renom, dont l'écrivain Jules Romains, font du *Jour* leur bible.

Pendant près de deux ans, Jean-Charles Harvey et son équipe bataillent contre le régime de Vichy et l'élite pétainiste du Québec. Quantité de textes sont produits pour condamner Pétain et ses supporters d'Amérique. Aussi peut-on comprendre que son hebdomadaire soit interdit à Saint-Pierre-et-Miquelon, voisin du Canada. Jean-Charles n'en continue pas moins d'y envoyer en secret des exemplaires. C'est d'ailleurs dans ses propres bureaux que s'élaborent les premiers projets d'invasion de ces îles, et l'amiral Emile Muselier, qui organisa les Forces nava-

les françaises libres, en prend acte. Il sera le seul journaliste invité à assister au ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon, le 24 décembre 1941.

Au cours de la guerre, nombre de gaullistes sont donc à tu et à toi avec Jean-Charles Harvey. A New York, le 18 avril 1942, un exilé français, Henri Laugier, le premier directeur du CNRS, entreprend dans ce contexte de reconnaître ce que la France doit à son journal. Au nom de l'avocat et dramaturge Henry Torrès et de l'association France Forever, créée en 1940 afin de regrouper Français libres et Américains, il qualifie *Le Jour* de « premier organe en Amérique de la Résistance française et de la défense de la liberté ».

Mais Jean-Charles Harvey va connaître un destin tragique. Au sortir de la seconde guerre mondiale, cet intellectuel est abandonné par la France. Personne ne reconnaît son combat exceptionnel. L'homme est profondément indigné et regrette de faire l'objet d'une telle ingratitude.

Cet oubli est révélateur, car la France cultive encore d'importants problèmes de mémoire. C'est ainsi que, en 2012, l'élite française ne reconnaît toujours pas que la résistance intellectuelle durant la seconde guerre mondiale a été un phénomène non pas hexagonal, mais planétaire, qui englobait alors toute la francophonie.

L'oubli français à propos de ce malaimé de la Résistance qu'est Jean-Charles Harvey a procédé de contingences politiques. Dans les années d'après-guerre, le nationalisme gaullien s'est mis en place. Ainsi, à la Libération, on a bien voulu partager la victoire militaire avec les Alliés, mais, à quelques exceptions près, la reconnaissance pour fait de résistance intellectuelle est demeurée hexagonale.

Pourtant, le phénomène Vichy ne peut être entièrement saisi et compris que par un décroisement des frontières, géographiques et mentales, et par une lecture mondiale de cette réalité. Il faut savoir par exemple que, à la Libération, l'âme résiduelle de ce régime s'est en bonne partie transportée outre-Atlantique pour s'incruster là où elle avait déjà de fortes assises, c'est-à-dire au Québec, un territoire qui est devenu pour les années à venir

le havre du vichysme sur la planète.

C'est dans ce contexte que le criminel de guerre français, ancien tortionnaire de résistants et ex-chef de la Milice Jacques de Bernonville a pu rester sur les bords du Saint-Laurent sans être inquiété. Au tournant des années 1940, cet homme en fuite était devenu le protégé de l'élite cléricale et nationaliste de la province, laquelle n'avait toujours pas renoncé à ses sympathies pétainistes. C'est du reste sur ce genre de pages d'histoire commune que ne se rencontrent toujours pas deux mémoires torturées, l'une française et l'autre québécoise. Toutes deux, à des degrés divers, entretiennent une vision nationaliste de l'histoire.

« A quelques exceptions près, la reconnaissance pour fait de résistance intellectuelle est restée hexagonale »

Une nouvelle sensibilité, au demeurant davantage en adéquation avec la réalité de la francophonie à l'échelle mondiale, tarde donc à naître. Pour avoir tenté depuis des années d'intéresser des éditeurs, des journalistes et des historiens français à une lecture plus élargie de Vichy et à l'indispensable reconnaissance à accorder aux combats de Jean-Charles Harvey, je peux témoigner du fait qu'il règne au sein de cette élite une indifférence, voire une suffisance, en regard de la nécessaire émergence de cette nouvelle conscience. Ce désintérêt imprègne toujours la mentalité de l'intelligentsia française. ■

J
Yves Lavertu est l'auteur du « Combattant » (Boréal, 2000), une biographie de Jean-Charles Harvey, qui avait créé, en 1937 à Montréal, l'hebdomadaire « Le Jour ». Ce journal fut, au cours de la seconde guerre mondiale, le principal organe de presse de la Résistance française en Amérique du Nord